

LE TEMPS

Service militaire Vendredi 6 janvier 2012

Feu sur le service obligatoire

Par Y.P.

Une initiative contre le service obligatoire Le GSsA a déposé son initiative munie de 107280 signatures

La décision des Chambres fédérales de passer à une milice de 100000 hommes et d'acheter de nouveaux avions de combat n'a pas résolu la crise que traverse l'armée quant à sa mission et aux moyens à disposition. Le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA), qui déposait jeudi son initiative «pour l'abrogation du service militaire obligatoire» munie de 107280 signatures, entend bien en profiter pour mettre fin à un modèle qu'il juge «désuet, cher et inéquitable».

Alors qu'en Europe centrale seules la Suisse et l'Autriche connaissent encore l'obligation de servir depuis les réformes instaurées en Allemagne et en Suède l'an dernier, le GSsA estime qu'il «est temps de supprimer ce reliquat de la Guerre froide». Réunissant une large coalition de gauche, avec le PS, les Verts, Attac et diverses organisations pacifistes, le GSsA a pris soin d'éviter les erreurs du passé, après l'échec sans appel de la seconde initiative pour la suppression de l'armée en 2001 (22%). Pas question de s'en prendre directement à l'existence d'un système de défense. «Nous avons compris que les citoyens sont inquiets à la perspective de la disparition de l'institution militaire, même si aucune menace ne plane sur la Suisse», confiait l'un des responsables du GSsA, l'ancien conseiller national Jo Lang.

«Inégalités choquantes»

«Nul ne peut être astreint au service militaire. La Suisse a un service civil volontaire», précise le projet de nouvel article 59, qui abolirait l'énoncé actuel, «tout homme de nationalité suisse est astreint au service militaire». L'initiative ne touche pas, en revanche, à l'article 58 qui prévoit que «la Suisse a une armée. Celle-ci est organisée essentiellement selon le principe de l'armée de milice.»

Le comité d'initiative, qui espère bien rallier à sa cause des réformateurs de l'armée, comme le libéral-radical et capitaine genevois Pierre Maudet ou les professeurs Karl Haltiner et Reiner Eichenberger, ne veut pas la suppression totale de l'armée, mais son maintien sous une forme de milice composée de volontaires. Pas question, par exemple, de contester la nécessité de disposer de spécialistes dans la lutte contre la cyberguerre, le terrorisme ou pour la protection des installations sensibles. Le conseiller aux Etats Luc Recordon (Verts/VD) a d'ailleurs pris soin de rendre hommage à «tous ceux qui ont choisi de servir leur pays». Mais les initiants jugent qu'une armée de masse, de vastes troupes d'infanterie ou d'artillerie sont largement inadaptées pour faire face aux nouvelles menaces. Enfin, alors que moins de 30% des conscrits accomplissent leurs devoirs militaires jusqu'au bout, «le système actuel comporte des inégalités choquantes».

L'initiative ne prévoit pas de service civil obligatoire pour tous qui serait, selon Luc Recordon, contraire aux traités internationaux interdisant le travail forcé. En revanche, elle instaure un service volontaire pour hommes et femmes.

LE TEMPS © 2012 Le Temps SA